

**COUR D'APPEL DE DIJON
8, rue Amiral Roussin
BP 33432
21034 DIJON CEDEX**

MARCHE PUBLIC DE L'ETAT

ACTE D'ENGAGEMENT

**PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS TECHNIQUES DES
BÂTIMENTS JUDICIAIRES DU DEPARTEMENT DE LA SAÔNE ET LOIRE**

Lot 2 : Chauffage ventilation climatisation / Plomberie

APPEL D'OFFRES OUVERT

**Article L 2124-2 et articles R 2124-2 et R 2161-2 et suivants du code de la
commande publique**

Le présent acte d'engagement comporte 8 pages.

1 - IDENTIFIANTS

Personne Publique

ETAT

MINISTERE DE LA JUSTICE

Cour d'Appel de DIJON

Service Administratif Inter Régional / Bureau de l'immobilier

8, rue Amiral Roussin

BP 33432

21034 DIJON CEDEX

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le Premier Président de la cour d'appel de Dijon et le Procureur Général près ladite cour, représentants de l'Etat, dénommés l'Administration (désignés par décret n°2007-352 du 14 mars 2007, relatif aux services administratifs régionaux judiciaires, paru au Journal Officiel de la République Française du 18 mars 2007)

Personne habilitée à donner des renseignements prévus aux articles R. 2191-59 et suivants du code de la commande publique

Le Premier Président de la cour d'appel de Dijon et le Procureur Général près ladite cour

8, rue Amiral Roussin

BP 33432

21034 DIJON CEDEX

Personne habilitée à recevoir des documents devant être adressés à la Personne Publique

Cour d'Appel de Dijon

Service administratif inter régional / Bureau de l'immobilier

8, rue Amiral Roussin

BP 33432

21034 DIJON CEDEX

Mr François BESSE, technicien immobilier

Tel / 03.45.43.90.33 / Mel / immo.sar.ca-dijon@justice.fr

Ou

Mme Chloé BAUDRION, Responsable de la Gestion du Patrimoine Immobilier

Tel / 03.80.44.61.98 / Mel / rgpi.sar.ca-dijon@justice.fr

Auprès de qui des informations complémentaires d'ordre technique et administratif peuvent être également obtenues.

Ordonnateur Secondaire

Le Premier Président de la cour d'appel de Dijon et le Procureur Général près ladite cour

Comptable public assignataire des paiements

Le Directeur régional des finances publiques de Bourgogne et du département de la Côte d'Or

1 bis place de la Banque

21000 DIJON

Imputation budgétaire

Mission Justice / Programme Justice Judiciaire / Action soutien

Objet du marché

Prestations de maintenance préventive et corrective des installations techniques des bâtiments judiciaires du département 71 - **Lot 2 Chauffage ventilation climatisation / Plomberie**

Le présent marché est passé en vertu des articles L. 2124-2, R. 2124-2, et R. 2162-1 et suivants du code de la commande publique.

2 - ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE

2.1 - Contractant

Je soussigné (nom, prénom et qualité)

Agissant au nom et pour le compte de la société (préciser l'intitulé complet de la forme juridique de la société) :

Au capital de :

Ayant son siège social à (adresse complète) :

Téléphone :

Télécopie :

Mel :

Immatriculée :

Numéro d'identité de l'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

Numéro d'inscription au registre du commerce :

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et des documents qui y sont mentionnés,

Et après avoir produit les documents, certificats et attestations nécessaires,

M'engage sans réserve

Sur la base de mon offre exprimée en euros,

Conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que pour la durée de validité des offres indiquée dans le règlement de la consultation (RC).

2.2 - Montant de l'offre

Les prix du présent marché sont établis à la référence économique du mois comprenant la date limite de réception des offres, soit **octobre 2025**.

2.2.1 - Montant des prestations forfaitaires annuelles

Numéro	Libellé	Montant € HT	Montant € TTC
1	Forfait Palais de justice de Chalon sur Saône	.....	.....
2	Forfait Palais de justice de Mâcon	.....	.....
3	Forfait Conseil de prud'hommes / Tribunal de commerce de Mâcon	.....	.....
4	Forfait Tribunal de proximité du Creusot	.....	.....
	TOTAL € du lot 2	.....	.....

Nota : Pour les périodes d'une durée inférieure à douze mois, ce montant se calcule au prorata temporis.

2.2.2 - Prestations hors forfait à l'unité sur bon de commande

Montant maximum annuel : 40.000 € HT

Les prestations sur bon de commande seront réglées par application des prix unitaires suivants :

Numéro	Libellé	Unité	Prix unitaire HT
1	Coût de l'intervention d'un technicien pendant les heures ouvrables (de 6H00 à 18H00 du lundi au samedi)	€ heure	.....
2	Coût de l'intervention d'un technicien pendant les heures de nuit (de 18H00 à 06H00 du lundi au samedi)	€ heure	.....
3	Coût de l'intervention d'un technicien les dimanches et jours fériés de 6H00 à 18H00	€ heure	.....

4	Coût de l'intervention d'un technicien les dimanches et jours fériés pendant les heures de nuit (de 18H00 à 6H00)	€ heure
---	---	------------	-------

2.3 - Sous-traitance (à remplir uniquement en cas de sous-traitance)

Il convient, en cas de sous traitance, d'indiquer la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par le sous-traitant payé directement, le nom de ce sous-traitant, et les conditions de paiement de ces contrats de sous-traitance.

Le montant des prestations sous-traitées constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant pourra présenter en nantissement.

Chaque sous traitant doit faire l'objet d'une demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations exécutées par le sous-traitant payé directement. Les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Nature des prestations sous-traitées	Montant HT €	TVA 20% €	Montant TTC €
.....
.....
Montant Total € TTC		

En conséquence, le montant maximum que le Titulaire n'envisage pas de confier à un sous-traitant bénéficiant du paiement direct et qu'il est autorisé à céder ou donner en nantissement est de.....€ TTC, représentant le montant des prestations payées à prix forfaitaire.

2.4 - Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter du 1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026.

Il est ensuite renouvelable annuellement à la date du 1^{er} janvier 2027, 1^{er} janvier 2028 et 1^{er} janvier 2029 (expiration du marché le 31 décembre 2029).

Chaque reconduction fera l'objet d'une décision expresse du représentant du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire au moins trois mois avant la date d'échéance.

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra pas refuser cette reconduction.

2.5 - Paiements

Les modalités de règlement des comptes du marché sont précisées à l'article 16 du cahier des clauses administratives particulières.

L'Administration se libérera par virement des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant en euros, au crédit du compte ouvert :

- ⇒ Au nom de :
- ⇒ Banque :
- ⇒ Sous le numéro :
- ⇒ Code banque :
- ⇒ Code guichet :
- ⇒ Clé :
- ⇒ Adresse :

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées en euro par virement, après attestation du service fait. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours comptés à partir de la date de réception de la facture par l'Administration.

Le dépassement du délai global de paiement fixé ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, au bénéfice d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, et d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration dudit délai. Le taux appliqué sera égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Nota important :

L'attention du Titulaire est appelée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par le marché lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

Fait en un seul original
A , le

*Cachet et signature du représentant
du soumissionnaire habilité à signer le marché*

3 - REPONSE DE L'ADMINISTRATION

Acceptation de l'offre :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A....., le.....

Signature du Représentant du pouvoir adjudicateur

Philippe ASTRUC,
Procureur Général

Alain CHATEAUNEUF,
Premier Président

Date d'effet du marché :

La notification transforme le projet de marché en marché et le soumissionnaire en Titulaire.

- ☐ Reçu à titre de notification une copie du présent marché.

A....., le.....

Signature du Titulaire

- ☐ Reçu l'avis de réception électronique de la notification du marché